vice-rectorat de la Nouvelle-Calédonie
direction générale des enseignements

Annexe 4

CESSION DU SFT A L'EX-CONJOINT(E) N'APPARTENANT PAS A LA FONCTION PUBLIQUE

Je soussigné(e) ……..

demande que le supplément familial de traitement soit versé à mon ex-conjoint(e).

1. Identification de l'agent

NOM : ……..

PRENOM : ……..

N° INSEE : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

GRADE : …….. DISCIPLINE : ……..

ETABLISSEMENT D'AFFECTATION : ……..

2. Identification de l'ex-conjoint(e) avant la charge du ou des enfant(s)

NOM : ……..

PRENOM : ……..

N° INSEE : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

PROFESSION : ……..

ADRESSE : ……

TELEPHONE : ……

⇨ **Joindre le relevé d'identité bancaire** (format BIC IBAN) de l'ex-conjoint(e) à qui le SFT va être reversé.

⇨ **Joindre un justificatif de domicile récent** de l'ex-conjoint(e) à qui le SFT va être reversé.

Tout changement d'adresse doit immédiatement être porté à la connaissance de votre service gestionnaire.

Concernant le ou les enfants à la charge de l'ex-conjoint(e) suivant(s) :

NOM et PRENOM	Date de naissance

Déclaration sur l'honneur *A compléter obligatoirement*

Je certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce document sont exacts. Je m'engage à faire connaître immédiatement, par écrit, au bureau des rémunérations, tout changement dans la situation décrite ci-dessus. TOUTE FAUSSE DECLARATION OU OMISSION, ENTRAINANT UN PAIEMENT INDU, PEUT DONNER LIEU A DES SANCTIONS DISCIPLINAIRES VOIRE DES POURSUITES JUDICIAIRES (NONOBSTANT L'OBLIGATION DE REMBOURSER LE MONTANT DU TROP-PERÇU).

Fait à ……, le ……Signature

RECTORAT/DRR. « Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'attribution du supplément familial de traitement.» Les destinataires des données sont RECTORAT/DRR. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant à RECTORAT/DRR – BP G4 – 98 849 Nouméa cedex.